

CountrySide

N° 159

European Landowners' Organization

SEPTEMBRE OCTOBRE 2015 - BIMENSUEL - FR

A person is sitting on the grass, holding a tablet computer. Their hands are visible, interacting with the screen. In the background, a white sheep is looking towards the camera. The scene is outdoors, likely on a farm or in a rural setting.

**Agriculture et innovation :
des partenaires naturels**



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

Tables des matières

- 3** Agriculture et innovation : des partenaires naturels

- 6** Une agriculture productive et l'environnement peuvent coexister

- 8** L'Assemblée Générale d'ELO au Luxembourg

- 10** Evaluation du règlement de l'UE sur la nature : pour une meilleure exécution?

Pour célébrer le 1 000 000^{ème} ha de la gestion de conservation privée

- 11** Partenariat collaboratif sur la gestion durable de la vie sauvage (CPW) le CIC contribue au succès du premier forum CPW

Le Dr Michl EBNER élu nouveau Président de la FACE

- 12** Le projet hollandais "Bee Deals" du Centre de l'agriculture et de l'environnement remporte le Prix européen Abeille « European Bee Award 2015 »

- 14** Intensification durable de l'agriculture et le recyclage et la réutilisation d'éléments nutritifs

- 15** Assemblée générale des YFCS

- 16** Agenda

Le rapport de l'examen à mi-parcours de la « Stratégie de la Biodiversité de l'UE » affirme que le progrès de l'Europe, vers ses objectifs de biodiversité de 2020, n'est pas assez rapide. Aujourd'hui 70% de nos espèces sont toujours menacées de perte d'habitat et les 28 pays membres de l'UE vivent toujours bien au-delà de leur bio-capacité. Dans nos secteurs les informations fournies ne sont malheureusement pas meilleures. Malgré certaines améliorations, seuls 11% des habitats agricoles sont dans un état de conservation favorable. Cependant, le rapport ne peut pas identifier une nette amélioration de nos habitats forestiers ou des espèces que contiennent ces derniers.

Le rapport conclut qu'il n'y a pas que notre biodiversité et nos espèces qui en souffrent, mais aussi notre économie rurale et notre prospérité commune. Si les estimations d'une perte de 50 millions d'euros, en raison de coûts d'opportunités manqués, et 1 emploi sur 6 lié à la biodiversité est juste, c'est qu'il est grand temps d'agir.

ELO défend depuis longtemps la nécessité d'une intégration plus approfondie de la gestion durable de terres privées à la solution de ces problèmes. Nos membres savent que la gestion prudente et à long-terme des terres privées peut déboucher sur de résultats concrets. Nous l'avons démontré avec notre projet LIFE 3Water, ou avec le projet FP7 HERCULES et par le biais de maintes conférences et événements.

Néanmoins, le programme pouvant le plus contribuer aux défis posés par le rapport est notre label Wildlife Estates (fr : Domaines de Vie Sauvages). Un label dont nous fêtons le 10^{ème} anniversaire et dont les résultats sont exceptionnels : 191 propriétés rassemblant un total de 1.000.000 d'hectares de terres privées pour garantir la conservation. ELO et Wildlife Estates ont un modèle unique pour la conservation de la biodiversité. En prenant en considération tous les défis auxquels nous sommes confrontés de nos jours, de quelles façons ces domaines pourraient être autre chose pour l'avenir même de la biodiversité européenne?



Agriculture et innovation : des partenaires naturels

En tenant compte du calendrier de l'évolution de la société humaine le fait que l'Europe n'alloue que 10% de ses revenus pour l'alimentation est un fait relativement récent. En effet, les Européens bénéficient des produits de la terre et de la mer toute l'année durant : des fraises en pleine hiver ou encore du chou et du chou-fleur en plein été. En fait, nous disposons de tellement de nourriture que l'idée d'en manquer nous échappe au point d'en gaspiller au lieu de la réutiliser efficacement- cela vaut pour plus de 100 millions de tonnes rien que pour l'année 2014.

Robert de GRAEFF, ELO

Cependant cette abondance doit venir de quelque part. Elle est due aux fermes, pâturages et forêts qui recouvrent une vaste partie du territoire de l'Europe en dehors des villes. Qu'il s'agisse du blé du Nord de la France, du jambon d'Italie, des pommes de terre des Pays-Bas ou des oranges d'Espagne, tous ces aliments approvisionnent nos étagères au quotidien et sont produits par des agriculteurs soumis à de strictes normes de sécurité et en abondance surprenante.

Tout ceci est le résultat d'une longue série d'inventions. Une série qui a commencé le jour où les civilisations sont devenues sédentaires et ont ensemencé les premières terres. Depuis l'agriculture connaît une courbe ascendante en matière d'invention. Au fil des années, notre savoir dans le domaine agricole et de l'environnement a évolué en connaissance de cause, tout comme l'innovation (citons l'exemple du développement de la charrue réversible qui permit de labourer la terre bien plus efficacement). Jadis, un moine allemand, fit une expérience avec des petits pois, et ceci le conduisit à développer une théorie reposant sur l'amélioration de la croissance des plantes. Théorie que nous utilisons toujours aujourd'hui. Dans la continuité de cette innovation nous notons l'apparition du tracteur. Il a permis de réduire notre dépendance aux bœufs et aux chevaux, et les engrais modernes donnent quant à eux la possibilité aux agriculteurs de largement accroître la récolte du même nombre d'hectares.

Tout cela fait de l'agriculture et de l'innovation des partenaires évidents. Qu'il soit un développement interne, grâce à des générations d'agriculteurs qui améliorent leurs propres pratiques et outils ; ou externe, grâce au financement public de la recherche et du développement, de compagnies spécialisées, d'autres intervenants comme les machines et la chimie, ou au travers de nouvelles notions conceptuelles d'agriculture (comme l'agro-éco-

logie ou l'exploitation biodynamique) ; ce partenariat a engendré le tant attendu l'accroissement de denrées alimentaires et une meilleure protection de l'environnement.

L'innovation pour les entrepreneurs ruraux en Europe

Avec des coûts fixes et fonciers plus élevés que partout ailleurs dans le monde, les agriculteurs européens se doivent d'exceller dans l'agriculture organique et conventionnelle. Afin de ne pas uniquement gagner leur vie, mais également pour étendre leurs activités sur le marché international, les gestionnaires de terres dépendent fortement de l'innovation.

L'innovation est nécessaire afin de répondre à deux des principaux défis qui menacent non seulement les gestionnaires de terres, mais également l'ensemble de la chaîne alimentaire. Le premier défi consiste à réduire de façon substantielle le gaspillage et à améliorer considérablement le recyclage de déchets. Ceci concerne non seulement de réduire les 100 millions de tonnes de nourriture gaspillées chaque année, mais également de réduire les apports nécessaires à la production d'aliments et de fibres. Dans une ère où les coûts s'accroissent et la disponibilité diminue, la lutte contre le gaspillage ne peut se faire que par le biais de produits et de pratiques innovantes qui placent les apports nécessaires à la production là où ils sont requis.

Le second défi repose sur la réduction de l'impact du secteur agricole sur l'environnement. Au-delà de la prévention d'effets non-désirés, ce défi consiste également à ménager nos ressources de la meilleure façon possible. Plus spécifiquement, il est crucial d'accroître l'application des « connaissances par hectare » afin de savoir comment obtenir de meilleurs résultats de l'agriculture biologique; de mettre en place des stratégies visant à combiner l'agriculture conventionnelle avec des ac-

tions de protection de l'environnement ; ou de comment relancer le débat au sujet des OGM, bloqué sur des positions tranchées depuis bien trop longtemps maintenant. Bien que nous puissions jouir de grands progrès, les gestionnaires de terres européens savent qu'il y a encore beaucoup d'efforts à fournir en la matière. Des efforts qui se tournent vers une productivité élevée avec un profit à long-terme, mais combinés à un développement durable.

Heureusement, secteur privé et public ont reconnu la nécessité d'innover. Qu'il s'agisse : du Partenariat de l'Innovation de l'UE, du FP7, des programmes du secteur organique de l'Horizon 2020 (Opportunités pour l'Innovation), ou du *European Risk Forum's Innovation Principle*, toutes ces initiatives attestent du réel progrès réalisé dans le domaine agricole et ont pour but de garantir la pérennité de nos produits alimentaires.

Comment favoriser l'innovation ?

Comme toutes les autres industries, l'innovation agricole est définie par les facteurs de nécessité et de créativité. Ces facteurs ont engendré plus d'innovation et ont créé un ensemble de pratiques aujourd'hui devenu la norme.

L'agriculture en Europe connaît des changements ces dernières décennies. Alors que la majorité des agriculteurs européens poursuit un modèle connu de productivité, améliore et met à jour ses propres outils, de nouvelles formes d'agriculture apparaissent constamment. Les pratiques pour le verdissement, l'agriculture bio, l'agriculture de précision, l'agro-écologie, des chaînes alimentaires raccourcies, des business modèles mix incorporant des activités touristiques dans la ferme ; tous ont donné une impulsion nouvelle à l'agriculture d'antan.

Une partie fondamentale de l'innovation est le risque. Sans le risque il est impos-


Soil Award
 The Land and Soil Management Award
 2015 - 2016

For good agriculture and environmental conditions

APPLY NOW!

DEADLINE: 31st DECEMBER

PRIZE: € 5,000

Check out for details www.elo.org



4

sible d'innover. Le risque est la chance que nous devons continuer de prendre, un partenaire indéniable de l'exploration. Aujourd'hui plus que jamais nous sommes en mesure de contrôler le risque grâce à des

essais ou des analyses de probabilité. Cela représente un réel atout, mais n'oublions pas qu'il y a toujours bon nombre de facteurs naturels que nous ne pourrions peut-être jamais être enclins à mesurer.

vers : la durabilité, la protection de l'environnement, l'amélioration de la situation économique rurale et de l'intérêt public. Chaque technique innovante peut être utilisée pour faire du bien ou du mal. Ce dont nous avons besoin est un modèle soutenant l'innovation. Néanmoins, ce modèle se doit d'analyser continuellement l'acceptabilité du risque associé à l'innovation. Lorsque des positions difficiles sont prises à l'égard de certaines technologies, l'innovation en est elle-même étouffée. Même avec les meilleures intentions la peur n'est pas le meilleur conseiller. En conclusion, il faudrait avoir un débat pertinent posant la question si et comment, par qui, sous quelles conditions et dans quel but il faut innover.

**Farming and Innovation:
Natural Partners**

With the Food
 Need We
 Innovate
 Europe Leads
 From All

Agriculture
 Farmer
 New
 Innovate

ELO
 European Landowner Organisation

Cependant, ce que nous ne pouvons faire et accepter, est que l'agriculture puisse prospérer sans aucune prise de risque, or c'est dans le risque qu'on tire le progrès- non seulement en termes de produits, mais aussi pour les business modèles qui vont façonner et améliorer les zones rurales du 21^{ème} siècle. Ceci signifie que l'on a besoin d'une réglementation claire et concise qui protège l'innovation, mais aussi d'une réglementation qui en évalue le pouvoir et le besoin. En effet, un engagement des institutions européennes afin d'évaluer l'effet des propositions de lois sur l'innovation aiderait à stimuler la confiance des investisseurs.

La question principale ne devrait pas être si oui ou non l'innovation agricole est bénéfique. La question principale devrait plutôt demander à voir dans quelle mesure le développement et l'utilisation de nouvelles techniques constituent une démarche

À noter : cet article est un résumé de la nouvelle brochure sur « L'Agriculture et l'innovation ». La brochure est accessible en anglais sur le site d'ELO www.elo.org

AGRICULTURE AND ADVANCED TECHNOLOGY.

Tractors, combine harvesters, telescopic handlers, implements.



DEUTZ-FAHR, the strength to always look to the future.

DEUTZ-FAHR always designs its products by carefully considering tomorrow's challenges. This view allows the manufacturer to offer a full line range with contemporary style, high levels of comfort, modern powerful engines and forward thinking features. Combined with advanced precision farming systems and low operating costs, the result is to make DEUTZ-FAHR the perfect partner to increase the profitability of your business. This philosophy has led DEUTZ-FAHR to develop a new production site that will provide high safety standards, efficiency, respect for the environment, test drive area, large training facilities, museum, showroom and much more: welcome to DEUTZ-FAHR LAND.

The use of original lubricants and coolants is recommended.



DEUTZ-FAHR is a brand of  SAME DEUTZ-FAHR
deutz-fahr.com





La Casinazza

Une agriculture productive et l'environnement peuvent coexister

Le premier Forum For the Future of Agriculture (FFA) régional de l'année 2015 s'est déroulé sous les auspices de l'EXPO Milan, en rassemblant les acteurs importants du secteur agricole autour du sujet « L'avenir et l'innovation dans l'agriculture ». Y ont participé des orateurs de haut-niveau ; représentant le niveau national et européen. Le Forum s'est clôturé par la signature de la Charte de Milan.

6

Ana CANOMANUEL, ELO

Le 11 septembre dernier le FFA régional s'est tenu à l'EXPO Milan 2015 axé sur le thème, « Nourrir la planète ; Energie pour la vie », le lieu idéal pour discuter de l'agriculture et de l'environnement. Cet événement était organisé par ELO et Syngenta, sous les auspices de l'EXPO 2015, du Ministère italien pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Sylviculture et du Ministère de la Région Lombardie.

Michael Prinz zu SALM-SALM, Vice-président de ELO a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné que le FFA ne sert pas seulement « à s'apercevoir des défis, mais également à fournir des solutions ». Luigi RADAELLI, PDG de Syngenta Italie a insisté sur les grandes opportunités d'organiser un FFA à l'EXPO, et cela non seulement en termes de nombre des visiteurs mais en termes de contenu.

Le premier panel s'est focalisé sur le rôle des institutions pour l'avenir de l'agriculture. Andrea OLIVERO, Vice-ministre de l'agriculture a mis l'accent sur le défi de nourrir la planète tout en sauvegardant ses ressources naturelles et a souligné « *J'espère que le dialogue et le débat d'aujourd'hui vont mener à une profonde réflexion sur la façon dont nous construisons l'avenir de l'agriculture et de notre planète en général. Je crois profondément que le devoir des institutions est de promouvoir les actions communes à cet égard, d'encourager et de faciliter les comportements justes, de soutenir les investissements et de propager les bonnes pratiques* ».

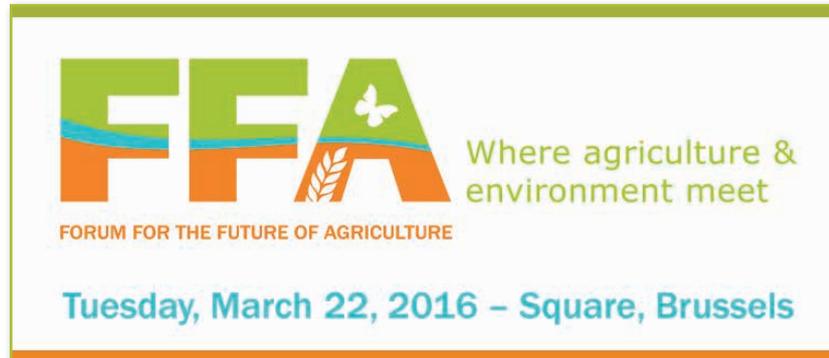
Germana PANZIRONI du Ministère du Développement économique a mentionné l'importance de la coopération entre les ministères et le secteur agricole afin de réussir à promouvoir des innovations qui

permettront de créer du profit mais également de protéger l'environnement.

Le deuxième panel intitulé « L'environnement comme une opportunité pour l'agriculture » s'est concentré sur les modèles existants de l'agriculture durable, tels qu'un usage efficace des ressources hydriques, ou les nouvelles technologies et outils pour augmenter la biodiversité. Mario VIGO, propriétaire d'une exploitation produisant du maïs - Fratelli Vigo - a expliqué que 30 ha de sa ferme sont dédiés aux obstacles naturels afin de protéger le sol et la biodiversité, tout en soulevant la question « *que décider sur la protection de l'environnement ?* ». Martin SCHEELE, Chef d'unité; DG Agriculture et développement rural, Commission européenne, a repris cette question : « *nous avons besoin d'établir des mécanismes politiques afin de payer les agriculteurs pour leur services,*

pour fournir des acteurs adéquats pour les partenariats pour les biens publics ainsi que pour assurer les actions à tout niveau pour fournir les résultats dont nous avons besoin ». Il a attiré l'attention sur les mécanismes déjà mis en place ; comme les paiements agroenvironnementaux des programmes de développement rural ou le partenariat d'innovation européen (ang : EIP).

Le dernier panel était dédié au secteur alimentaire italien, contradictoire, comme l'a souligné l'eurodéputé Paolo de CASTRO, ancien Président du Comité à l'agriculture du PE, dans son discours transmis par vidéo-conférence : « *l'agriculture italienne et le système alimentaire fournissent le plus précieux de la chaîne alimentaire, se caractérisant par un nombre très élevé de produits locaux bien distincts et caractéristiques, comme dans aucun autre pays* », mais qui en même temps est trop fragmenté pour être compétitif « *il n'est pas suffisant de garder des standards élevés, mais également de faire valoir la production et de transformer l'excellence dans plus de profit pour les agriculteurs* ». Luca SANI, Président de la Commission de l'Agriculture de la Chambre italienne, a soutenu ce paradoxe : « *Les produits italiens sont à la base d'immense chiffres d'export ; pendant que les agriculteurs italiens sont en difficulté* ». Les conclusions étaient présentées par Luigi RADAELLI



sous une forme de défi pour l'avenir « *il y a un énorme écart de connaissances entre le champ et le laboratoire, il y a encore beaucoup de travail devant nous* ».

Le Forum EXPO Milan s'est conclu par la signature par ELO et Syngenta Italie, ainsi que par d'autres institutions et personnes présentes de la Charte de Milan - document d'engagement représentant l'héritage de l'EXPO 2015. La Charte affirme le droit à la nourriture comme un droit humain fondamental en soutenant une durabilité environnementale et veut accroître la connaissance du défi de nourrir la population mondiale en augmentation.

Le jour précédant le forum à l'EXPO, les participants ont eu l'occasion de se rendre sur un des domaines les plus impression-

nants en termes de biodiversité en Italie - La Cassinazza (Agroittica Acqua&Sole), avec plus de 1400 ha dans la région de Pavie. Cet événement FFA était également co-organisé par Deutz-Fahr, sous les auspices de la Région Lombardie.

Francesco NATTA, propriétaire et gestionnaire de La Cassinazza, a ouvert cette journée composée de débat avec des orateurs de hauts niveaux, du partage des pratiques innovantes de la gestion des exploitations telles l'*Opération pollinisateur*, ou l'agriculture de précision. La visite sur le terrain a permis d'admirer les résultats des efforts fournis afin de faire coexister l'agriculture et l'environnement, ainsi que le centre de récupération de nutriments, un exemple particulièrement réussi de l'économie circulaire.



EXPO 2015

L'Assemblée Générale d'ELO au Luxembourg

C'est en juin dernier que l'Assemblée Générale d'ELO s'est tenue pour sa première réunion biennale au Grand-Duché de Luxembourg. Cette réunion a pour habitude de se tenir dans le pays qui s'apprête à prendre la Présidence du Conseil européen.

Robert de GRAEFF, ELO

Lors de cet événement ce sont les zones rurales de ce même pays qui ont été mises sur le devant de la scène. Hubert de SCHORLEMER n'a pas manqué de signaler le niveau élevé de consolidations de fermes au Luxembourg. Des fermes dont les tailles varieraient désormais de 300 à 500 hectares, et dont 1000 d'entre elles seulement seraient encore des fermes laitières. De nombreux agriculteurs ont vendu leurs terres au profit de la construction et du développement de la ville de Luxembourg qui s'agrandit de plus en plus. A cela s'ajoute un second problème, celui du manque de travailleurs agricoles locaux. Par conséquent, les coûts salariaux élevés

obligent les agriculteurs à prendre de la main d'œuvre étrangère moins chère.

Concernant le secteur forestier, Mr REINARDT de ProSilva a présenté son entreprise qui a adopté une politique de gestion « proche de la nature ». L'entreprise considère la forêt comme une entité auto-organisée qui produit de la même façon qu'une culture.

« Le changement climatique concerne tout un chacun et sera dès lors la préoccupation principale de la Présidence luxembourgeoise », a souligné Camille GIRA, Secrétaire d'Etat pour le Développement durable

et l'infrastructure. D'autant plus que la Présidence tombera en même temps que le sommet COP21 (Paris) sur les débats climatiques. Le Secrétaire d'Etat a affirmé que les propriétaires terriens seraient les principaux touchés étant donné qu'ils « se basent sur une période de 100 à 150 ans ». Monsieur GIRA affirme que pour atteindre l'objectif d'un environnement faible en émission de carbone, il faut garantir un apport en énergie provenant d'éoliennes, de panneaux solaires et du biogaz. Ceci permettrait aux gestionnaires de terres de diversifier leurs revenus ainsi que de faire de la campagne de demain une zone indépendante en termes d'énergie.

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire Général d'ELO, a tenu un discours sur la situation politique en Europe. Il en a profité pour répéter les mots de Monsieur FLIES disant que la Commission Européenne sous la présidence de Mr JUNCKER allait à l'avenir se concentrer sur une meilleure réglementation à la place de plus de législation. En se référant à la PAC il a constaté que la majorité des agriculteurs ne seraient pas concernés par la règle de conformité des 5% pour les surfaces d'intérêt écologique, étant donné que ce pourcentage avait déjà été atteint dans la plupart des cas. Cependant, il a averti que la proposition de la Commission Européenne sur la nationalisation de l'import de nourriture génétiquement modifiée pourrait avoir des conséquences désastreuses sur le marché intérieur et pourrait engendrer une concurrence déloyale entre les éleveurs de différents pays.

Le lendemain de l'Assemblée Générale, les membres d'ELO ont eu la chance de rencontrer le Ministre luxembourgeois de l'Agriculture, Fernand ETGEN, qui leur a fait part de la situation agricole au Luxembourg ainsi que de ses intentions pendant la Présidence. Parmi ses objectifs il a cité la simplification de la PAC, les questions liées aux résidus de substances non-désirées, ainsi que le programme d'alimentation scolaire.

Comme à l'accoutumée, cette assemblée a permis à ses membres non seulement de se tenir informé des dernières mises à jour des mesures politiques européennes mais également de discuter ensemble et de partager ses expériences, comme cela était le cas au cours du débat animé sur la révision des directives dites *Natura 2000*, ou encore lors du dîner de gala qui a eu lieu sur le site de production de l'entreprise Villeroy & Boch.



AGRILAND

Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be



SA Agriland // Avenue Pasteur 23 - 1300 Wavre // tel. +32 10/232 906 // fax +32 10/232 909 // e-mail: agriland@skynet.be



VEILLER
SUR VOTRE
PATRIMOINE ET
LE DÉVELOPPER
POUR LES
GÉNÉRATIONS
FUTURES

Banque Privée



**EDMOND
DE ROTHSCHILD**

CONCORDIA · INTEGRITAS · INDUSTRIA

Le lion de notre emblème
symbolise la puissance et
l'excellence mises au service
de nos clients.

edmond-de-rothschild.com

Evaluation du règlement de l'UE sur la nature : pour une meilleure exécution?

La Commission européenne est actuellement engagée dans le ReFIT : l'exercice visant à évaluer la législation européenne, y compris les directives relatives aux oiseaux et aux habitats naturels. Ceci afin de déterminer si le cadre réglementaire pour la politique en matière d'environnement (y compris le programme Natura 2000) est « adapté à l'usage prévu ».



Le 20 octobre dernier l'Intergroupe « Biodiversité, chasse et activités rurales » du Parlement européen s'est réuni avec les gestionnaires terriens, les décideurs politiques et les représentants de la société civile afin de discuter sur l'évaluation en cours et la mise à exécution des directives relatives aux oiseaux et aux habitats naturels. Parmi les questions discutées figuraient celle des objectifs atteints ou non, et leur compatibilité avec la gestion moderne des zones rurales.

Selon le Président de l'Intergroupe, l'eurodéputé Karl-Heinz FLORENZ, « La préservation de la biodiversité nous concerne et nous affecte tous (...) Personnellement je crois que la mise en application de la législation de l'UE sur la nature au niveau national et régional devrait être améliorée, devenir plus pragmatique et plus flexible. Nous devons impliquer encore plus les parties prenantes. C'est seulement de façon que serons aptes à accroître l'acceptation au niveau régional et arrêter la perte de la biodiversité ».

Annie SCHREIJER-PIERIK, eurodéputée et Secrétaire générale d'Intergroupe a ajouté « L'évaluation du règlement de l'UE sur la nature est de la plus haute importance pour l'UE en général et pour les citoyens des Pays-Bas comme Etat membre en particulier. L'application actuelle dans les politiques comme la cynégétique, l'agriculture et la gestion hydrique contredisent les objectifs de l'UE dans d'autres domaines politiques. Il peut même arriver que les objectifs de conservation des politiques environnementales de l'UE se contredisent elles-mêmes! C'est pourquoi il est temps de rendre possible son application plus flexible au niveau des Etats membres et des autorités locales ».

Finalement, Konstantin KOSTOPOULOS, conseiller ELO a déclaré « nous croyons que l'ajustement nécessaire des Directives Nature doit prendre en compte les résultats du ReFIT ainsi que le rapport sur l'état de la nature publié par le Commission euro-

péenne au printemps dernier. De plus, toute réforme doit être faite en étroite consultation avec ceux qui gèrent la terre en Europe.

Au lieu d'introduire de nouvelles législations, une utilisation maximale devrait être faite de la flexibilité fournie par les directives existantes et par une meilleure ligne directrice dans leurs applications. A la fin, nous avons besoin de meilleurs liens avec

les instruments financiers principaux de l'UE afin de créer les résultats tant attendu.

Pour plus d'informations sur cette session d'intergroupe veuillez contacter sa coordinatrice : Delphine DUPEUX à delphine.dupeux@elo.org ou vous rendre sur le site www.elo.org/intergroup

Pour célébrer le 1 000 000ème ha de la gestion de conservation privée

Il y a dix ans, un groupe d'acteurs clés dans le domaine de la gestion de la vie sauvage a décidé que notre capital naturel présentait tout autant d'intérêt pour les particuliers que pour la société.

L'équipe WE



Très tôt, ce groupe de propriétaires terriens s'est aperçu que les domaines privés avaient un énorme impact dans le maintien d'un écosystème sain et d'une biodiversité abondante; fondements même des entreprises rurales prospères. Ils ont fait le constat que même en agissant de leur mieux, seuls, sur leur domaines ils n'arrivaient pas à un résultat suffisant. Pour être perçus et reconnus, à juste

titre, comme les gardiens vigilants de la nature, la visibilité de leur travail acharné et de leurs résultats devaient être largement accrue.

Le résultat final de cette entreprise est le label *Wildlife Estates*, qui identifie les domaines contribuant à la conservation de la nature et de la biodiversité. Ce faisant il démontre que la protection de la nature par les acteurs privés, tout en respectant et en promouvant l'héritage culturel de l'Europe, constitue une alternative moins chère et plus simple à la protection publique. Aujourd'hui le réseau *Wildlife Estates* compte plus de 191 domaines couvrant plus d'un million d'hectares. Tout au long de ces dix ans d'activités les hectares labélisés sont passés de 23.000 à plus d'un million ha (en tenant compte des domaines actuellement évalués), et la tendance est à la hausse.

Afin de célébrer cette réussite hors pair et d'établir de nouveaux objectifs les délégations nationales de WE se sont rassemblées les 14-16 septembre à Trujillo, Espagne. La session plénière comportaient un débat sur « Quels avantages apportent le label WE aux gestionnaires terriens et à la société entière ». L'objectif était de débattre le rôle et les avantages du label WE non seulement du point de vue de la protection de la nature, mais également du point de vue économique et social. La question de la conservation des terres privées et de son intégration dans les politiques environnementales au niveau européen, national et régional ont également fait l'objet de discussions intéressantes.

Si vous souhaitez faire participer votre domaine ou pour obtenir plus d'informations veuillez-vous rendre sur le site www.wildlife-estates.eu et souscrire à la WE Newsletter.

Partenariat collaboratif sur la gestion durable de la vie sauvage (CPW) le CIC contribue au succès du premier forum CPW

Pour la première fois, le 9 septembre dernier, le CPW a organisé une journée entière dédiée aux questions de la gestion de la vie sauvage dans le cadre du Congrès mondial sylvicole (WFC) à Durban, Afrique du Sud. L'ouverture de la plateforme de haut niveau ainsi que de ses quatre panels, ont couvert un large éventail de sujets, le plus signifiant étant l'implication des communautés locales dans la gestion de la vie sauvage, des conflits entre humains et faune, de la criminalité liée aux espèces sauvages et de la viande de brousse.

L'équipe CIC

Jan HEINO, Vice-président du CPW et Président du département juridique et politique du CIC, a présenté les principales réalisations de ce forum:

- La gestion de la vie sauvage joue un rôle décisif dans le cadre des objectifs de développement durable : fournissant les avantages essentiels pour la sécurité alimentaire, les moyens d'existence, l'héritage naturel, la biodiversité et la conservation des écosystèmes.
- L'approche multidisciplinaire et une forte participation de la communauté sont nécessaires afin de créer des programmes durables de gestion de la vie sauvage. Le cadre juridique et les protocoles sanitaires vont être renforcés, la conformité aux lois, la collaboration cross-sectorielle, l'approche innovante des marchés et les meilleures pratiques vont être promus.
- Le rôle participatif de la communauté locale dans la gestion de la vie sauvage (y compris le monitoring et le combat contre le braconnage et les crimes contre la faune) est vital et doit être renforcé.
- La récolte durable de la viande de brousse et d'autres produits sylvicoles non-ligneux fait partie intégrante de la conservation. Elle améliore les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la nutrition.

- Combattre le trafic illégal de la vie sauvage implique : un effort coordonné à tous les niveaux, l'implication des communautés locales; une coopération inter institutionnelle et une collaboration inter-frontalière plus importantes ainsi que le déploiement d'approches innovantes pour la surveillance des populations de la vie sauvage, son utilisation durable et son commerce.

A l'issue de ce Forum le CIC a organisé une visite interactive sur le terrain à Tala- une réserve de chasse privée-communale. Le débat qui s'y est déroulé a démontré une fois de plus l'importance vitale d'une utilisation durable pour l'avenir de la vie sauvage en Afrique.

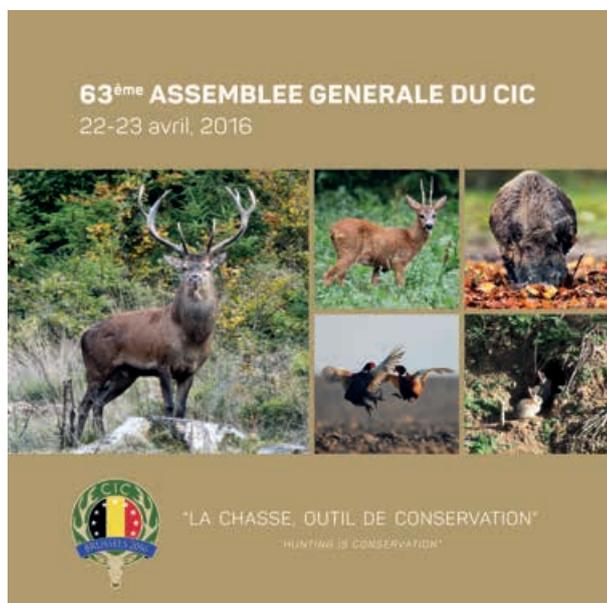
Le Dr Michl EBNER élu nouveau Président de la FACE

ELO félicite chaleureusement son ami de longue date, le Dr Michl EBNER, pour son élection au poste de Président de la FACE. Nous espérons que notre amitié développée tout au long des années qu'il a passé au sein du Parlement européen perdurera.



Son élection a eu lieu en septembre dernier au cours de l'Assemblée générale de la Fédération des associations de chasse et de conservation de la faune sauvage de l'UE (FACE). Dr EBNER appartient à la minorité autrichienne vivant au Nord de l'Italie. Actuellement il occupe le poste de Président de la Chambre régionale de commerce, de l'industrie, des métiers et de l'agriculture dans le Sud du Tyrol. Elu trois fois comme membre du PE (1994 - 2009), il a également été élu en tant que Président de l'Inter-groupe Chasse durable, biodiversité et activités rurales. Son rôle dans la restauration du patrimoine historique est également bien connu. Chasseur actif, c'est également un homme passionné par la gestion foncière et propriétaire terrien lui-même.

(red.), source: www.face.eu



www.cicbrussels2016.eu



© CLM

Le projet hollandais “Bee Deals” du Centre de l’agriculture et de l’environnement remporte le Prix européen Abeille « European Bee Award 2015 »

Le deuxième prix est dédié au projet « pour le bourdon tchèque » géré par l’Agricultural Research Ltd

Le projet « Bee Deals » du Centre de l’agriculture et de l’environnement aux Pays-Bas (CLM) s’est démarqué des 23 autres postulants au concours. Ce démarquage permet au projet de remporter l’édition 2015 du « European Bee Award ». Le secret de ce succès est l’approche particulièrement innovante du projet. En effet, ce dernier implique des acteurs (tels que les agriculteurs, municipalités, détaillants) favorisant des pratiques quotidiennes à l’encontre du bien-être des abeilles. Nous avons eu l’occasion de rencontrer Jenneke van VLIET afin d’en apprendre plus sur les objectifs et le déploiement du projet (entretien ci-dessous).

12

Beatriz ARRIBAS, CEMA, Ana CANOMANUEL, ELO



Le « Bee Deals » de CLM est un projet soutenu d’élaborer toutes sortes d’actions visant à protéger les insectes pollinisateurs. Comment en êtes-vous arrivés à pareille idée ?

Aujourd’hui nous faisons face à un débat scientifique et public mouvementé. Ce débat concerne surtout la « raison primordiale » du déclin des populations d’abeilles communes et des populations d’abeilles sauvages, et tente d’identifier les menaces principales qui pèsent sur ces insectes bénéfiques. Par le biais du « Bee Deals » nous voulions montrer qu’il y avait plusieurs solutions pour qu’ensemble nous puissions aider les abeilles. D’une part, nous promouvons, au sein de la chaîne alimentaire,

l’importance de ces insectes sur la pollinisation, et donc sur la production de produits alimentaires. D’autre part, nous essayons d’impliquer les voisins « importants » des fermiers : les provinces, les municipalités et les Conseils de l’eau dans ce projet en les convaincant qu’elles peuvent également participer à la protection des abeilles en aménageant leurs terrains en tant que tels.

« Bee Deals » adresse trois principales menaces sur les abeilles : un manque de nourriture, trop peu d’abris et l’utilisation d’insecticides nocifs. Quels sont les objectifs principaux du projet et quels sont les moyens mis en œuvre ?

L’objectif de « Bee Deals » est avant tout

de sensibiliser et de former. Pour ce faire, le projet prend une approche novatrice dans laquelle les acteurs clés de la chaîne alimentaire s’engagent à utiliser des techniques respectueuses des abeilles. Ces techniques se présentent sous différentes formes, que ce soit de : semer les fleurs, utiliser des engrais écologiques, fabriquer des couloirs pour les abeilles par exemple en fleurissant les vergers, utiliser des méthodes respectueuses pour les abeilles pour protéger certaines plantes, ou encore d’utiliser les pesticides de la meilleure manière. Dès lors, en faisant en sorte que plusieurs acteurs clés de la chaîne alimentaire signent le projet Bee Deal, nous augmentons considérablement les retombées positives sur le biotope des abeilles.



Parmi les actions que « Bee Deals » favorise, vous mentionnez celle de réduire la pulvérisation d'insecticides. Quel est le rôle joué par la machinerie agricole dans le projet « Bee Deals » ?

C'est sans nul doute que nous plaignons pour un matériel de pulvérisation plus efficace chez les agriculteurs et leurs sous-traitants. On différenciera le pulvérisateur à ailes de celui à compresseur, et de celui dont la rampe de pulvérisation est abaissée. Au-delà de cela nous voulons sensibiliser sur la façon dont la vitesse, la pression et la buse de pulvérisation impacte la protection des cultures, la qualité de l'eau et donc la santé des abeilles.

«Bee Deals» implique des partenaires publics et privés. Quels sont les avantages à travailler avec ces deux secteurs ?

Les partenaires publics tendent à se diriger vers la protection de la biodiversité (souvent parce que c'est ce qu'attendent d'eux leurs électeurs), mais ne disposent pas toujours des moyens financiers ou du pouvoir législatif afin d'influencer les pratiques des agriculteurs et des consommateurs. Les agriculteurs veillent à s'adapter aux demandes des consommateurs comme celle de respecter les abeilles. Les consommateurs s'intéressent de plus en plus à la provenance de leur nourriture, par conséquent ils ont un intérêt croissant pour les informations relatives à la biodiversité.

Combien de partenaires sont impliqués dans le projet jusqu'à présent? Sur base de votre expérience, êtes-vous prêt à faire signer « Bee Deals » avec d'autres partenaires dans un futur proche ? Peut-être même exporter votre idée dans d'autres pays ?

Oui, nous pouvons déjà vous affirmer que plusieurs « Bee Deals » seront signés dans les prochains mois aux Pays-Bas. Prenons l'exemple de la municipalité d'Oss, le Conseil de l'eau d'Aa en Maas et les producteurs laitiers qui vont semer du trèfle dans leurs prairies et gérer les petits accotements municipaux de sorte qu'ils deviennent plus fleuris. Une proposition de projet des Amigos de las Abejas & CLM pour lancer « ApiA-cuerdos » est actuellement en attente d'approbation avec un financement par la Fundación Biodiversidad. De plus, des homologues allemands ont également indiqué leur

intérêt quant à l'adoption de notre projet.

Le projet est en cours d'exécution depuis 2013 et le sera encore jusqu'en 2016. De ce fait, nous sommes déjà à mi-chemin du développement du projet. Pourriez-vous nous expliquer quelques-uns des principaux bénéfices que vous avez pu constater jusqu'à maintenant ? Quelles sont vos attentes à l'avenir ?

La première année était dédiée à la « semence », la deuxième année à la « récolte » : cet été nous avons observé plusieurs abeilles rendre visite aux bandes fleuries. Au printemps prochain nous allons former les fermiers et les volontaires pour reconnaître les espèces d'abeilles sauvages, pour qu'ils puissent eux-mêmes surveiller les résultats de leurs efforts. Nous nous ne planifions pas un suivi quantitatif à plein temps de la population d'abeille car c'est très coûteux. Mais les pratiques que nous promouvons ont déjà prouvé leurs efficacités.

Quels outils utilisez-vous pour promouvoir le « Bee Deals » au niveau local ? Comment créez-vous des synergies avec des communautés locales ?

Nous produisons des cartes avec des informations pour les parties impliquées et le public en général sur des pratiques respectueuses des abeilles qu'ils peuvent appliquer. Les supermarchés Jumbo ont passé ce message à plus de 700000 consommateurs dans leur magazine mensuel.

Comment avez-vous appris l'existence du prix « European Bee Award » ?

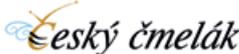
Par internet.

Est-ce la première fois que vous avez participé à une initiative pan-européenne afin de promouvoir votre projet ?

Oui.

Savez-vous déjà à quelle fin vous aller utiliser la somme d'argent gagnée ?

Actuellement nous en débatons!

 Český čmelák

Le deuxième prix a été attribué au projet « pour le bourdon tchèque » géré par l'Agricultural Research Ltd., qui vise au repeuplement du bourdon local en République Tchèque. Les bourdons nichés sont identiques à la population sauvage native (*bombus terrestris*) et ils sont vendus aux agriculteurs et aux personnes intéressées afin d'encourager la pollinisation tout en soutenant la biodiversité locale.

D'un côté ce projet se bat contre les super hybrides des pollinisateurs utilisés pour la pollinisation commerciale des cultures au début du XX siècle. De l'autre il accroît la conscience sur l'importance des pollinisateurs pour les paysages et les communautés locales. Le laboratoire et l'exploitation où le nid est élevé sont ouvert au public, et il y a plus d'un millier de visiteurs chaque année.

Afin d'en savoir plus sur le «European Bee Award», veuillez-vous rendre sur le site www.elo.org/awards/bee-award ou contacter sont coordinateur: ana.canomanuel@elo.org

European Bee Award

Le «European Bee Award» a été inauguré pour la première fois en 2014 par ELO et le Comité européen des groupements de constructeurs du machinisme agricole - CEMA afin de renforcer l'engagement pour trouver des solutions communes au bénéfice de la biodiversité. Ce prix récompense les agriculteurs, les propriétaires et les gestionnaires terriens, et les entrepreneurs ruraux qui contribuent avec un projet innovant ou hors norme à la protection des abeilles ou d'autres pollinisateurs dans milieu agricole.

RÉSERVEZ LA DATE!

La cérémonie de remise des prix et la réception seront accueilli par le MPE Franc BOGOVIČ, membre du jury du prix.

date: mercredi; 9 décembre prochain

heure: 15h - 20h

lieu: Press Club Brussels Europe, rue Froissart 95 - 1000 Bruxelles

Intensification durable de l'agriculture et le recyclage et la réutilisation d'éléments nutritifs

Le 23 septembre dernier, la Fondation RISE organisait une conférence à l'EXPO Milan dans le pavillon de l'Union Européenne, abordant le thème de l'Intensification durable de l'agriculture et le recyclage et la réutilisation d'éléments nutritifs. L'objectif premier de cette réunion était de discuter des facteurs clés de succès pour une meilleure récupération et réutilisation des nutriments en Europe. Dans un second temps, les participants devaient évaluer les principaux défis et opportunités d'une telle approche.

Elisabet NADEU, Chercheuse, RISE

Cet événement était le second d'une série de deux et avait été organisé à la demande du Comité scientifique directeur de l'EXPO milanaise et son sujet principal : « Nourrir la Planète, Energie pour la Vie ». Les progrès de la Fondation RISE exposés en mai dernier (« *Recyclage et réutilisation d'éléments nutritifs dans l'agriculture européenne : analyse des enjeux, actions, opportunités et politiques* »), furent présentés par Allan BUCKWELL, directeur de l'étude.

« La durabilité n'est pas une option... c'est une obligation ! », tels étaient les mots du Dr Janez POTOČNIK, ancien Commissaire à l'Environnement et actuel Président de la Fondation RISE, lors de son discours sur l'économie circulaire à l'ouverture de la conférence. Il mit l'accent sur le fait que ce concept ne concernait pas uniquement la réutilisation des matériaux mais également les cycles biologiques, mentionnant son rôle dans la sécurité alimentaire, la préservation de l'environnement et la création d'opportunités pour de nouvelles entreprises rurales. Dr POTOČNIK a souligné l'importance d'une meilleure utilisation des éléments nutritifs, tout en réduisant l'impact d'une utilisation excessive sur la santé humaine et environnementale. La Fondation RISE les définit comme un ensemble clé d'objectifs et de préoccupations concernant la gestion des nutriments dans l'UE.

Au long de cette conférence, intervenants et participants se sont mis d'accord sur l'importance de lutter contre l'inefficacité du système agroalimentaire actuel.



M.SUTTON, A.BUCKWELL, M.ROSSE, C.PIRZIO-BIROLI, Ch.THORTON

Présentement, la diffusion du savoir et de nos connaissances constitue une démarche importante pour sensibiliser le public sur un sujet aussi actuel. Reinhard BUESCHER, Chef d'unité, DG Entreprise, a mentionné que le nouveau règlement sur les engrais sera livré dans le cadre juridique sur l'Economie circulaire début décembre. Ce nouveau cadre établira les règles de jeu pour les producteurs des ressources minérales et organiques ; ce qui contribuera à des nouvelles possibilités d'activités économiques et plus d'options accessibles pour les agriculteurs.

Les discussions conceptuelles ont pris forme grâce à une visite au centre de récupération de nutriment d'Aqua & Sole en

dehors de Milan. Les participants ont été mis au courant des aspects techniques et pratiques de la récupération de nutriments. Lorsque le centre sera pleinement opérationnel il aura la capacité de traiter près de 120.000 tonnes de déchets par an et de créer 190.000 tonnes d'engrais organiques, désodorisés et purifiés par un traitement anaérobie thermophile. Au-delà de la visite du site plusieurs projets prometteurs relatifs à la récupération de nutriments dans l'UE ont également été présentés. Les intervenants ont souligné l'importance de trouver des solutions adaptées à chaque région, le besoin de bonnes conditions économiques permettant l'investissement et la nécessité de développer un marché avec de nouveaux produits dérivés de nutriments récupérés.

Les discussions concernant la récupération et la réutilisation des nutriments dans l'agriculture européenne seront poursuivies lors du prochain événement RISE au Parlement européen le 11 novembre.

Le rapport sur la Récupération et la réutilisation de nutriments dans l'agriculture européenne sera présenté lors du 9^{ème} FFA en mars 2016.



Assemblée générale des YFCS

Cette année les YFCS ont choisi le Danemark et la Suède pour leur AG annuelle. Le Conseil et les membres sont très reconnaissants aux trois Ambassadeurs YFCS, Jacob WACHTMEISTER et Jacob de NEERGAARD pour le Danemark et Johan SUNDBY pour la Suède, qui se sont portés volontaires pour organiser ces trois jours dans les deux pays respectifs.

William HILLGARTH, YFCS



Les membres sont arrivés à Copenhague le 28 août et se sont rendus au domaine d'Ellinge au sud de la Suède, afin de découvrir ce domaine très diversifié qui est entre autres le lieu de naissance de la vodka de luxe « Purity Vodka ». Les YFCS ont pu visiter la distillerie et en apprendre plus sur cette vodka qui s'est vue attribuer de nombreux prix, et dont le « cœur » est distillé 34 fois; pour être ensuite traité manuellement par petits lots afin d'obtenir un corps particulier et un goût très doux. Nous avons eu la possibilité de goûter à cette « douce » liqueur, qui a été décrite comme la « Rolls Royce des Vodkas ».

Le jour suivant les YFCS ont été chaleureusement accueillis par la famille MUNRO dans le domaine de Ledreborg situé sur l'île de Zealand au Danemark; où notre panel d'orateurs a eu la possibilité d'aborder des sujets d'ordre varié et de participer à une session de questions-réponses engagée avec les participants. La session a été ouverte par Carl-Phillip von CROÿ qui a en premier lieu remercié nos hôtes pour leur généreuse hospitalité, a poursuivi en souhaitant la bienvenue aux futurs membres et a continué sur les objectifs, la structure et la vision des YFCS.

Il s'en est suivi la présentation de Morten OLESEN, représentant l'entreprise qui gère le domaine de Ledreborg. Il nous a parlé du modèle d'entreprise agricole et de certains aspects de l'agriculture spécifique au Danemark. Ensuite Marie-Louise BOISEN THOGERSEN de Tværfagligt Fødevareforum a présenté « Les politiques agricoles d'aujourd'hui : un monde en blanc et noir ». Son discours passionné a déclenché une discussion très ouverte et interactive, par exemple sur l'utilisation des pesticides du point de vue du consommateur. Elle a exprimé son souhait de créer un « think tank » focalisé sur les politiques alimentaires; tout en incitant le public à faire de même.

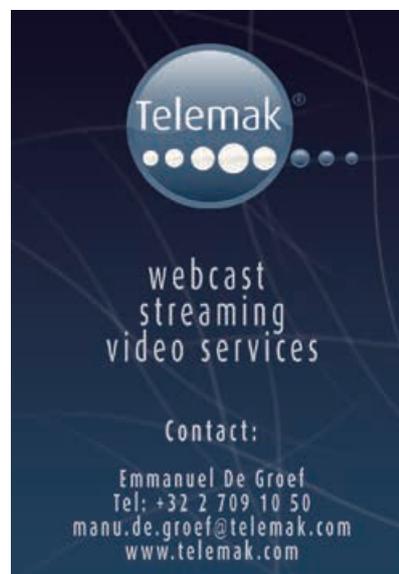
Malthe HOLTST a eu ensuite l'amabilité de nous familiariser avec les défis auxquels fait face son exploitation laitière familiale, ainsi que sa fromagerie. Nous avons eu une occasion de plus d'avoir une session question-réponse passionnante et formatrice. Ensuite Marie-Christine SCHÖNBORN nous a rappelé l'histoire, l'origine et les critères du prix « Famigro Entrepreneurship » attribué au meilleur jeune entrepreneur rural. Le gagnant reçoit 5 000 euros pour soutenir son projet, ainsi qu'un

tutorat d'une année de la part de notre sponsor Groupe Edmond de ROTHSCHILD. N'hésitez pas à contacter notre Secrétaire général Francesco KINSKY (francesco.kinsky@elo.org) pour plus d'informations.

La réunion s'est clôturée par un court panel avec tous les orateurs, modéré par William HILLGARTH, portant sur le maintien de l'équilibre entre l'authenticité d'une exploitation familiale et la recherche du revenu.

Après le déjeuner Jock et son fils Alec MUNRO nous ont aimablement fait faire un tour de leur exploitation très bien gérée, qui comprend un terrain de golf, un centre de recherche sur l'époque du fer, des restaurants, une forêt, une exploitation agricole, des installations pour organiser des événements variés, ainsi que la possibilité d'avoir un « team building » sur un parcours avec une tyrolienne.

Nous voudrions saisir cette occasion pour remercier une fois de plus nos ambassadeurs pour l'organisation de notre assemblée ainsi que nos hôtes pour leur enthousiasme à transmettre leur savoir à la génération suivante, ainsi que nos nouveaux adhérents pour avoir rejoint notre équipe. Nous attendons avec hâte notre prochain événement.



Agenda

19 - 20 novembre, Barcelone

Sommet annuel « ScienceBusiness » : innover pour croître

www.sciencebusiness.net/Eventsarchive/innovationconnection/Default.aspx

20 novembre, Bruxelles

Conférence de haut niveau sur l'évaluation des Directives relatives aux oiseaux et habitats naturels (ang : ReFIT)

retransmission: http://ec.europa.eu/environment/nature/legislation/fitness_check/conference_en.htm

24 - 25 novembre, la Haye

Assemblée générale d'ELO

www.elo.org



25 novembre, la Haye

«Forum for the Future of Agriculture» régional; co-organisé par ELO, Syngenta, Federatie Particulier Grondbezit (FPG), YARA et Deutz Fahr

www.forumforagriculture.com

30 novembre - 11 décembre, Paris

21ème session des Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21/CMP11)- "Paris 2015"

www.cop21.gouv.fr/en

1^{er} décembre, Club de presse, Bruxelles

Conférence « Les défis et opportunités technologiques de la production alimentaire du demain »

www.elo.org

1 - 2 décembre, Bruxelles

Conférence « Perspectives de l'agriculture de l'UE »

retransmission : http://ec.europa.eu/agriculture/events/2015-outlook-conference_en.htm

7 décembre, Paris

Temps d'agir pour la résistance au climat ? Evènement parallèle au COP21 organisé par Mott MacDonald avec la participation active d'ELO

climate.resilience@mottmac.com

9 décembre, Club de presse, Bruxelles

Conférence annuelle d'ELO sur la biodiversité ; suivie de la remise du prix « European Bee Award »

www.elo.org



22 mars 2016, Bruxelles

9ème « Forum for the Future of Agriculture » (FFA)

www.forumforagriculture.com

Le climat qui cache la forêt

Comment la question climatique occulte les problèmes d'environnement

Guillaume SAINTENY

Ed. Rue de l'échiquier, 2015



La priorité accordée au climat par les États, les ONG, les médias, est-elle justifiée ? Soulever cette simple question apparaît, en soi, iconoclaste, tant il semble communément admis que « la lutte contre le réchauffement climatique » constitue la mère de toutes les batailles environnementales.

Guillaume SAINTENY démontre avec maestria que le sujet du climat a pris, depuis les années 1990, une importance telle qu'il en vient non seulement à dominer les politiques environnementales, mais aussi à les escamoter voire à leur nuire, empêchant la prise en considération d'autres enjeux environnementaux majeurs,

telles la pollution de l'air, la pollution de l'eau, l'érosion de la biodiversité ou la dégradation des sols.

Une véritable bombe et un discours hétérodoxe de la part d'un des meilleurs experts français de l'environnement.

Guillaume SAINTENY enseigne le développement durable à AgroParis-Tech, après l'avoir enseigné à Sciences Po et à Polytechnique. Il a exercé plusieurs postes de responsabilité au ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et des Transports, dont celle de Directeur des études économiques et de l'évaluation environnementale. Il a publié de nombreux travaux sur l'environnement et le développement durable dont *Plaidoyer pour l'écofiscalité* (Buchet-Chastel, 2012).